

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CUGR - Déchetterie de REIMS CROIX ROUGE

Pôle services urbains - Direction des déchets et de la propreté- Traitement des
déchets- à l'attention de Mme Billion Christelle
51100 Reims

Références : N°D3 i 2023-276

Code AIOT : 0005701460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement CUGR - Déchetterie de REIMS CROIX ROUGE implanté Impasse de la chaufferie 51050 Reims. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CUGR - Déchetterie de REIMS CROIX ROUGE
- Impasse de la chaufferie 51050 Reims
- Code AIOT : 0005701460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La direction des déchets de la Communauté Urbaine du Grand Reims (CUGR) exploite la déchetterie de Reims Croix Rouge. Cette déchetterie a été mise en service en 1988 et elle est réglementée au titre des ICPE pour les rubriques 2710-2 (collecte de déchets non dangereux - régime de l'enregistrement) et 2710-1 (collecte de déchets dangereux - régime de la déclaration), par l'arrêté préfectoral n°2017-APC-51-IC du 12 mai 2017 et par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- déchets entrants et sortants
- gestion des eaux pluviales et rétention
- gestion des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Eaux pluviales	Autorisation de déversement des eaux pluviales du 28/03/2017	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Stockage rétention.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29.IV.	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43.I.	/	Sans objet
5	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11	/	Sans objet
7	Caractéristiques des sols.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 12	/	Sans objet
8	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs écarts à la réglementation applicable. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, d'apporter

la preuve de la résorption de ces écarts :

- situation administrative, notamment concernant le volume maximal de déchets non dangereux susceptibles d'être présents sur l'installation ;
- valeur de matière en suspension anormalement haute dans les eaux pluviales ;
- courrier valant autorisation de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales ;
- absence de dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie ou potentiellement polluées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux rubriques en vigueur			
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :			
Rubrique	Désignation	Régime	Quantité /unité
2710-2	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³ et inférieur à 600 m ³ .	E	420 m ³
2710-1	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à une tonne et inférieur à 7 tonnes.	D	3 tonnes
E : Enregistrement D : Déclaration			
Constats : A partir de son suivi du nombre de bennes et de box par types de déchets acceptés, l'inspection a constaté un dépassement d'acceptation de déchets : - rubrique 2710-2 (déchets non dangereux) : un dépassement de 16 % du volume autorisé - rubrique 2710-1 (déchets dangereux) : un dépassement de 18 % du tonnage autorisé L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit exploiter son installation conformément à son arrêté préfectoral, qui fixe la quantité maximum de déchet non dangereux et dangereux susceptibles d'être présents sur l'installation. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de respecter l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2017 ou de porter à la connaissance du préfet toute modification de l'installation en vertu de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale			
Proposition de délais : 3 mois			

N° 2 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43.I.
Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">— la date de l'expédition ;— le nom et l'adresse du destinataire ;— la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;— le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;— l'identité du transporteur ;— le numéro d'immatriculation du véhicule ;— la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/ CE.
Constats : L'inspection a pu prendre connaissance du registre de l'exploitant, dans lequel est consigné l'ensemble des informations ci-dessus. Par courriel du 12/04/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets (BSD) du mois de janvier 2023 et les certificats d'acceptation préalable (CAP) par flux de déchets dangereux expédiés vers le site d'ARF à VENDEUIL (filtre huile, peintures, emballages vides souillés, solvants, radiographies, produits non identifiés, produits phytosanitaires, aérosols, bases, acides, comburant et mercure). Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Observations : L'exploitant indique que les apports de déchets par les particuliers sont toujours aussi fréquents mais que le volume global diminue par rapport aux années précédentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.
Constats : L'exploitant a pu présenter à l'inspection un plan de son site indiquant les éléments du réseaux de collecte des effluents. Le site possède deux avaloirs d'eaux pluviales et un séparateur d'hydrocarbures. Le séparateur d'hydrocarbure est entretenu une fois par an. Le dernier entretien date du 18/01/2023 et l'exploitant a présenté à l'inspection le bordereau de suivi de déchets (BSD) correctement rempli. Par courriel du 23/03/2023, l'exploitant a envoyé le BSD de l'entretien de 2022. Article 35 : Valeurs limites de rejet Les eaux pluviales ont été prélevées le 28/11/2022 pour analyse (rapport du 22/12/2022). L'exploitant a transmis à l'inspection son tableau de suivi par courriel du 12/04/2023. La dernière analyse du 28/11/2022, montre un fort taux de matières en suspension (MES) (1 300 mg/l pour une valeur limite fixée à 100 mg/l). L'exploitant a indiqué avoir prévu une nouvelle analyse car il a des doutes sur les modalités de prélèvement du prestataire. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de mettre en œuvre un plan d'actions permettant de résorber les écarts aux valeurs limites de rejets, prévus à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Autre du 28/03/2017, article -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, à compter de sa signature sous réserve des clauses du 2ème alinéa de l'article 6
Constats : L'exploitant (Direction des Déchets de la CUGR) indique que la Communauté Urbaine du Grand Reims (CUGR) qui gère les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées, ne met plus en place de convention avec ses propres directions des services techniques. Dans ces cas là, la direction de l'eau de la CUGR adresse un courrier à la direction des déchets de la CUGR, remplaçant la convention. L'inspection propose à Monsieur le Préfet, de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection un courrier d'autorisation de rejeter les eaux pluviales du site dans les réseaux gérés par la Communauté Urbaine du Grand Reims.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différents risques liés. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des produits dangereux détenus
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le registre des produits dangereux détenus. L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'une actualisation de son registre est nécessaire (changement de lieux de stockage pour quelques produits). Par courriel du 12/04/2023, l'exploitant a apporté à l'inspection la preuve de la mise à jour de son registre. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Caractéristiques des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Recueil des eaux polluées
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.
Constats : L'inspection a pu constater la présence d'aires étanches au niveau des locaux de stockage des matières dangereuses. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur de fumée
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection que le site dispose de 5 détecteurs de fumées dans différents locaux : <ul style="list-style-type: none">- local DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques)- local DDS (déchets diffus spécifiques)- local lampes/ampoules- local batterie/capsules nespresso- bureau d'entrée L'exploitant a transmis à l'inspection son protocole et son registre de vérification des détecteurs de fumées. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Stockage rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29.IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Recueil des eaux d'incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection que son site ne possède pas de dispositif de confinement des eau et écoulements susceptibles d'être pollués. Il indique également prévoir une consultation prochainement pour l'installation d'un dispositif de type ballon obturateur. En l'état actuel, le site dispose d'un extincteur à eau pour contenir tout départ de feu depuis les bennes de déchets. L'inspection propose à Monsieur le Préfet, de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de se mettre en conformité par rapport à l'article 29.IV de l'arrêté ministériel du 26/3/2012, sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois